



NPA

**JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

La crise n'a pas pris de vacances !

Partout en Europe, la logique des gouvernements consiste à casser les services publics (santé, transport, services postaux, Éducation...). Les patrons essayent de réduire les salaires dans le privé, licencient sous prétexte que c'est la crise.

L'année dernière, on a viré Darcos !

Ces attaques ne sont pas nouvelles. Le gouvernement essaye de faire des économies : baisses des budgets, suppressions des postes... Et s'attaque à nos diplômés pour qu'ils aient moins de reconnaissance sur le marché du travail.

Chaque année, nous avons résisté aux « réformes », qui sont en fait des reculs pour l'Éducation et les conditions de vie des jeunes : en 2005 contre la loi Fillon sur l'Éducation (qui instaurait un « socle minimal de connaissances »), en 2006 contre le « Contrat Première Embauche » (un contrat précaires pour les moins de 26 ans), en 2007 contre la loi « Liberté et responsabilités des universités » (qui instaure la concurrence entre les facs) et la réforme du bac pro (qui passe de 4 ans à 3 ans), en 2008 contre les 80 000 suppressions de postes et la réforme Darcos du lycée... L'année dernière, suite aux manifs lycéennes, la réforme Darcos a été reportée. En juin, un nouveau ministre de l'Éducation a été nommé.

Maintenant, virons sa politique !

Le gouvernement a besoin que seule une minorité fasse de longues études et ait des diplômes de qualité. Son but, c'est que seuls quelques lycées aient le financement permettant à

leurs lycéens de faire des études supérieures longues.

Deux « rapports » sont sortis : le rapport Apparu (député UMP) et le rapport Descoings (directeur de Science-Po), deux amis de Sarko. Sous prétexte de lutter contre l'échec scolaire, un vrai problème, l'un comme l'autre préconisent plus de sélection (et non pas de donner à chacun les moyens de réussir), notamment par le biais d'une prétendue « orientation ». Elle servirait à augmenter la difficulté du passage en lycée général et à renvoyer plus d'élèves vers des nouvelles filières, financées par des entreprises. Elles en retireraient un vrai bénéfice : d'abord des stagiaires non payés, ensuite des travailleurs avec des diplômes uniquement reconnus par une boîte et adaptés à ses besoins. Si un diplômé veut changer d'entreprise, il ne pourra pas. Il devra donc accepter toutes sortes de conditions de travail.

Pour le gouvernement, il faut aller vers des parcours individualisés. Aujourd'hui, le bac est un diplôme reconnu nationalement, quel que soit la filière et la région où on l'a passé. Le diplôme individualisé, c'est le début de la concurrence entre tous les lycéens et entre tous les bahuts, pour avoir un diplôme meilleur que celui des autres... Et galérer un peu moins.

Nous ne voulons pas de cette logique du « tous contre tous » ; une logique qui nous divise et nous annonce un avenir pourri, alors que ceux qui nous ont plongé dans une crise catastrophique sont unis !

Si nous sommes aussi soudés et organisés qu'eux, tous ensemble, on les fera reculer !

www.npa2009.org // contact-jeunes@npa2009.org

Supprimons l'UMP, pas les postes !

2008 : 11 700 postes de profs supprimés ; 2009 : 13 500 ; 2010 : 16 000... En tout c'est 85 000 postes qui vont être supprimés entre 2008 et 2012, alors que déjà près de 80 000 l'ont été ces cinq dernières années.

On nous « vend » les suppressions au nom de la baisse du nombre d'élèves... Pourtant, il y a une augmentation du nombre d'élèves par classes... Et donc des conditions d'étude plus difficiles, des suppressions d'options et de filières, le renforcement des inégalités entre les lycées...

Il faut remettre les suppressions de postes dans leur contexte : celui d'une offensive du gouvernement Sarkozy contre les services publics. Il fait des cadeaux à ses amis (réforme du paquet fiscal : moins d'impôts pour les plus riches, soit une perte de revenus pour l'État de 28 milliards d'euros ; milliards lâchés aux banques, aux entreprises qui licencient quand même...)... Et il est capable de nous expliquer qu'il faut se serrer la ceinture, baisser les dépenses de l'État, et faire des économies sur les services publics (santé, Éducation). En un mot, le gouvernement mène une politique de classe : pour les plus riches, ceux-là même qui sont responsables de la crise. Et il veut que nous financions cette politique, que nous, les jeunes, premières victimes (hausse du chômage de 25% chez les jeunes en janvier), payons la crise !

L'année prochaine, ce sont 16 000 postes qui vont disparaître : 2000 postes administratifs (ceux qui galèrent dans les secrétariats apprécieront !) et 14 000 postes d'enseignants-stagiaires. D'une pierre deux coups : on supprime des postes, et on arrête de former les futurs profs. Le concours de recrutement de l'Éducation devient plus difficilement accessible : il faut étudier plus longtemps... Pour être moins sûr de trouver un boulot et ne pas y être formé !

L'année dernière, les étudiants se sont mobilisés contre cette « réforme » du concours. Elle nous concerne aussi : cette année, nous devons essayer de nous battre côte-à-côte contre la politique du gouvernement ! Ce n'est pas à nous de payer la crise !



Portique de sécurité, flics dans les lycées... C'est pas nous les casseurs !

Les flics en manifs ou les heures de colles pour avoir bloqué son bahut, tout ça c'est dépassé... Sarko a trouvé mieux : des portiques de sécurité à l'entrée de nos lycées, la fouille des élèves par le Proviseur, le développement de la vidéo-surveillance, des équipes mobiles de 30 à 50 flics qui tourneront de lycées en lycées...

On veut nous empêcher de lutter ? Tous en grève !

Sarko a peur que les lycéens se mobilisent contre sa politique. Pour l'éviter, il sort de nouvelles lois sécuritaires. Il a décidé de « punir sévèrement les intrusions dans les établissements scolaires » : maintenant, on risque un à trois ans de prison pour aller débrayer un lycée...

Le « dialogue avec les lycéens », c'était de la blague. Maintenant ils passent aux choses sérieuses !

Les voyous c'est eux !

Sarko dit que ces mesures servent à lutter contre « la délinquance » et « l'insécurité », comme si planter des flics devant un bahut dit « sensible » calmera la situation... Il profite de quelques faits divers pour faire oublier les vrais problèmes de la société ! Les vrais voyous, ce sont ceux qui suppriment des milliers de postes, qui sont responsables de la dégradation des conditions d'études, qui suppriment les BEP en laissant des milliers de jeunes sur le carreau, qui laissent le chômage augmenter et le pouvoir d'achat s'écrouler...

Non aux lycées-prisons !

Ils veulent étouffer toute révolte par la présence policière et la restriction de nos libertés. Qui nous dit que les flics qui seront présents n'en profiteront pas pour empêcher la tenue de réunions, de grèves... Que fera un proviseur de nos tracts quand il fouillera nos sacs ?

Nous devons créer un rapport de force avec l'administration et le gouvernement dans chaque ville, dans chaque lycée et nous organiser.

Il faut refuser ces lois sécuritaires et sanctionner les voyous du gouvernement par une mobilisation massive !



Ce système ne nous offre aucun avenir...

Organisons nous pour renverser le capitalisme !

Toutes ces attaques n'arrivent pas par hasard. Elles découlent de la volonté du patronat de démanteler un à un nos acquis sociaux pour faire baisser le coût du travail, pour toujours faire plus de profits. L'objectif étant de faire de nous des précaires toute notre vie, chacun à notre place, sous-payés et avec des conditions de travail de merde ! C'est ça l'avenir que nous réserve le capitalisme. Et la crise qui le traverse aujourd'hui ne vient que confirmer ce diagnostic. Mais elle vient aussi révéler autre chose : ce système marche sur la tête. Les États aux services des capitalistes ont été prêts à débours des milliards pour sauver les banques et le système alors qu'il n'y avait plus de sous pour augmenter les salaires.

Pour mener à bien ce projet, la classe dirigeante est parfaitement organisée, même à l'échelle internationale avec le FMI ou la Banque Mondiale. De notre côté, nous ne pouvons nous contenter de résister ou de militer chacun dans notre coin. Aujourd'hui, nous sommes des milliers à nous mobiliser chaque année, sur nos lycées, nos facs ou sur nos lieux de travail. Mais très peu font le choix de s'organiser collectivement au quotidien. Les patrons, eux, ont fait ce choix là ! Le MEDEF et leurs institutions n'existent pas qu'au moment des luttes que nous menons ! C'est en permanence qu'ils sont organisés pour mener leurs attaques et chercher à nous faire payer la crise.

Nous ne pouvons pas nous contenter de réagir au coup par coup à chaque nouvelle attaque.

Nous avons besoin d'un projet cohérent pour les stopper et renverser le système.

Pour nous, c'est cela s'organiser et militer : chercher à agir ensemble de manière coordonnée pour défendre une orientation qui permette aux luttes de gagner et qui porte la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme. C'est

parce que nous pensons que les luttes d'aujourd'hui et la société que nous voulons construire demain ne sont pas deux idées différentes, séparées par des années lumières, que nous

avons besoin de plus de militants qui, au quotidien, cherchent à prendre des initiatives pour construire les mobilisations dont nous avons besoin pour résister à la politique de Sarkozy. La société que nous voulons construire, débarrassée de toute forme d'oppressions et d'exploitations, sera issue des luttes d'aujourd'hui.

Les patrons ne lâcheront rien et iront jusqu'au bout pour nous faire payer la crise. Isolés, sans perspective d'ensemble, nous ne pourrions être suffisamment forts pour inverser le rapport de force et mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy et du patronat. Nous avons besoin d'un outil qui soit une véritable force de frappe dans la jeunesse pour construire et organiser les résistances. S'organiser au NPA est le meilleur moyen pour agir consciemment et collectivement dans ce sens.



NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE